

l'Arctique. Le Nord canadien est aussi le lieu où l'on assiste à certaines des approches les plus novatrices et les plus consultatives de gouvernement au Canada et dans le monde. Au moyen de revendications territoriales et d'ententes d'autonomie gouvernementale, les collectivités autochtones sont en train de mettre au point des politiques et des stratégies élaborées sur place pour relever les défis et saisir les possibilités sociales et économiques qui leur sont propres.

« Nous sommes déterminés à aider la région et ses résidents à réaliser leur véritable potentiel. »

Le premier ministre Stephen Harper, 10 mars 2008, Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest

Le Canada reconnaît et apprécie le rôle important que les gouvernements du Nord, les organisations autochtones de l'Arctique participant au Conseil de l'Arctique (appelées organisations participantes permanentes) ainsi que les autres résidents du Nord continuent de jouer dans l'orientation des initiatives canadiennes sur la scène internationale. La politique étrangère du Canada pour l'Arctique consolide les efforts que nous déployons au pays pour assurer une solide gouvernance dans le Nord, et cela, de trois façons.

22 / 23

Premièrement, le Canada mobilisera les résidents du Nord au chapitre de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique. Grâce au Comité consultatif canadien du Conseil de l'Arctique, les gouvernements du Nord et les organisations participantes permanentes autochtones du Canada⁴ auront la possibilité de participer activement à l'élaboration de la politique canadienne sur les questions concernant l'Arctique. Nous continuerons de nous réunir régulièrement dans le Nord canadien pour trouver des points communs et œuvrer en vue d'atteindre des objectifs communs.

Deuxièmement, le Canada continuera de soutenir les organisations participantes permanentes autochtones sur son territoire, y compris financièrement, pour les aider à contribuer pleinement aux activités du Conseil de l'Arctique. De plus, il incitera les autres États membres du Conseil de l'Arctique à faire de même en ce qui concerne leurs propres organisations participantes permanentes. Le Canada appuiera aussi le maintien du statut